

IV SOMMET DES RÉGIONS SUR LA SÉCURITÉ ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRES



2 FAIM
«ZÉRO»





ORU  **FOGAR**
ORGANISATION DES RÉGIONS UNIES

<http://www.regionsunies-fogar.org>

secretariat@regionsunies-fogar.org

LISTE DES CONTENUS

5-7

**Vers le IV Sommet des Régions Faim
Zero**

8-9

**Accord FAO et Core Group de
Souveraineté Alimentaire**

10-15

Sommets Mondiaux

16-17

Un regard vers l'avenir

VERS LE IV SOMMET DES RÉGIONS FAIM ZERO

Les dernières informations sur l'état de la sécurité alimentaire mondiale montrent des signes de plus en plus inquiétants. Après plusieurs décennies de progrès considérables dans la réduction du nombre de personnes souffrant de la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition augmentent année après année, dans le sillage de nouvelles menaces croissantes. **Le rapport 2020 sur "L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde" de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)** accorde une attention particulière à la détérioration de la situation alimentaire et soulève des préoccupations légitimes. Le rapport montre que la fragilité alimentaire mondiale est liée non seulement à la précarité économique, mais aussi aux conflits sociopolitiques, à la variabilité climatique, aux événements météorologiques extrêmes, à l'affaiblissement de l'économie mondiale, ainsi qu'à l'émergence de pandémies, comme celle de la COVID-19.

La pandémie de la COVID-19 a assombri les perspectives économiques mondiales d'une manière que personne n'aurait pu prévoir, exacerbant le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Selon le rapport 2020 de la FAO, **environ 690 millions de personnes, soit 8,9 % de la population mondiale, sont sous-alimentées**. Toutefois, le rapport suggère que, à cause de la COVID-19, entre 83 et 132 millions de personnes pourraient s'ajouter à ce chiffre. Lorsque l'on creuse les données ci-dessus, le phénomène des inégalités par rapport aux différents continents apparaît. L'Asie et l'Afrique sont les continents qui comptent le plus grand nombre de personnes exposées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire. En outre, l'émergence de nouvelles zones de conflit au Moyen-Orient, à la suite du printemps arabe, a affaibli l'équilibre alimentaire, exposant la région à un état aggravé d'insécurité alimentaire.

Une autre question fondamentale qui se pose dans la scène internationale, au-delà du manque de nourriture, est celle de la qualité de la nourriture. Selon la FAO, **les régimes alimentaires sains sont inabordables pour plus de 3 milliards de personnes dans le monde**, car ils sont estimés plus chers que les régimes qui ne répondent qu'aux besoins alimentaires de base. Ces tendances contribuent notamment à l'augmentation du risque de malnutrition et de surpoids chez les enfants.

Le problème ne réside pas dans le manque de nourriture nécessaire pour approvisionner l'ensemble de la population, mais dans la manière dont ces ressources sont distribuées. Il est inacceptable que, dans un monde où les niveaux de production alimentaire n'ont jamais été aussi élevés, **plus de 1,5 milliard de personnes n'aient pas les moyens d'avoir accès à un régime alimentaire composé de nutriments essentiels**. L'inégalité, pierre angulaire de nos systèmes alimentaires, est donc l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire. Selon le rapport de la FAO, les inégalités dans les systèmes d'alimentation et de santé augmentent de manière exponentielle les inégalités dans les résultats nutritionnels qui, à leur tour, peuvent conduire à d'autres types d'inégalités et perpétuer un cercle vicieux. De plus, ces déséquilibres sont perceptibles au niveau géographique, avec une dichotomie croissante entre les zones urbaines et rurales, où les problèmes de suralimentation dans les villes et de dénutrition et malnutrition dans les zones rurales coexistent dans le même pays.

Au vu des données ci-dessus, l'urgence d'une gouvernance économique et alimentaire mondiale, visant à transformer les systèmes alimentaires actuels, est évidente. Il s'agit de garantir l'accès à une alimentation saine pour l'ensemble de la population, ainsi que de garantir des mécanismes de production et de consommation durables sur le plan environnemental, générant d'importantes synergies qui stimulent le développement des Objectifs de Développement Durable pour 2030 fixés par les Nations Unies. Cependant, il n'existe pas de réponse universelle pouvant être appliquée de manière homogène à tous les pays ; chaque pays doit adapter ses politiques à son contexte spécifique.

Depuis sa fondation en 2007, l'ORU Fogar a montré tout son intérêt à placer la sécurité alimentaire au centre du débat sur le développement, car elle constitue l'un des fondements du progrès d'un pays. Par conséquent, à travers ce rapport, l'organisation affirme son engagement ferme et son dévouement à continuer à travailler sur des projets et des programmes qui font d'un changement effectif des systèmes alimentaires actuels une réalité. Également, à l'occasion de la convocation du Sommet sur les Systèmes Alimentaires par António Guterres, dans le cadre de la Décennie d'Action pour la réalisation des **17 ODD** d'ici 2030, ORU Fogar présente le **Ive Sommet des Régions du Monde sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires** qui se tiendra en 2022. Sa mission est axée sur le transfert au niveau régional des engagements, actions et décisions adoptés dans le cadre du Sommet sur les Systèmes Alimentaires. L'événement vise à montrer l'implication des régions dans le développement d'initiatives et de politiques visant à mettre en place des systèmes alimentaires plus sains, durables, inclusifs et équitables.

Nos efforts viseront à transformer les systèmes alimentaires mondiaux en mettant l'accent sur les communautés les plus isolées et les plus vulnérables, et sur la durabilité pour les personnes et la planète, afin de construire un avenir de **paix, d'égalité et de sécurité alimentaire au niveau mondial.**

ACCORD FAO ET CORE GROUP DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

En 2008, l'ORU Fogar a signé un accord sur la sécurité et la souveraineté alimentaires avec la FAO, qui a conduit à la création d'un groupe de travail connu aujourd'hui sous le nom de **Core Group de Souveraineté Alimentaire**. Dans un premier temps, le groupe a été mené par les régions françaises, d'abord la Basse-Normandie, puis la Champagne-Ardenne. Plus tard, en 2016, la présidence est passée aux mains de la province équatorienne d'Azuay.

Le groupe a commencé son parcours avec une base théorique et de recherche qui lui a permis de concentrer une source précieuse de connaissances et d'expériences, faisant de l'ORU Fogar un interlocuteur très important sur ces questions dans la scène internationale. En conséquence, l'organisation est invitée chaque année par la FAO au Comité Mondial sur la Sécurité Alimentaire qui se tient à Rome. Depuis la présidence d'Azuay, le Core Group a pris un aspect beaucoup plus pratique, en promouvant et en soutenant divers projets tels que, par exemple, "Maná" du Département colombien d'Antioquia, qui a reçu le prix de Bonnes Pratiques Régionales en 2018.

Les objectifs à atteindre par le biais des actions menées par le Core Group de la Souveraineté Alimentaire sont divisés en deux domaines principaux :

- La promotion du fait régional, comme réponse pertinente aux défis posés par l'insécurité alimentaire.
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action multilatéral et pluriannuel.

Le groupe de travail fonde son plan d'action sur deux grandes lignes générales qui, à leur tour, développent des programmes et des activités plus concrètes et spécifiques. En premier lieu, il s'agit de développer la capacité de chaque région à promouvoir une politique de sécurité alimentaire sur son propre territoire, dans le cadre des plans nationaux et internationaux. Ensuite, il s'agit d'accroître la coopération entre les régions, tant au Nord qu'au Sud, non pas comme une juxtaposition, avec les risques de fragmentation et de perte d'efficacité qui en découlent, mais autour d'une bonne convergence des ressources humaines et financières.

L'organisation de webinars est un exemple d'activité visant à atteindre une **plus grande cohésion** au sein du Core Group en partageant les bonnes pratiques en matière de souveraineté alimentaire entre les régions. Une autre façon d'accroître la collaboration et la participation entre les régions est l'organisation de **Sommets Mondiaux**, où de nouveaux groupes de travail, projets, politiques et recommandations sont créés pour gérer les systèmes alimentaires de manière plus spécialisée pour chaque territoire tout en coopérant et en facilitant l'échange d'informations et de pratiques entre les régions.



SOMMETS MONDIAUX

I Sommet, Dakar, Sénégal, 2010

Le premier Sommet Mondial des Régions sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires s'est tenu à Dakar, le 18 et 19 janvier 2010, dans un contexte mondial de crise économique et alimentaire. Plus de 13 ans se sont écoulés depuis l'engagement pris lors du Sommet Mondial de l'Alimentation de réduire à la moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015 et les progrès dans ce domaine sont décevants, ce qui porte la situation alimentaire mondiale à un niveau critique. Les effets de la crise économique mondiale de 2008 se sont combinés à ceux de la crise alimentaire pour augmenter le nombre de personnes souffrant de la faim. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, **le nombre de personnes sous-alimentées a dépassé le milliard**, selon les estimations de la FAO, tandis que **deux milliards de personnes étaient sous-alimentées**.

Sous l'influence de la crise économique, du changement climatique, de la croissance démographique et de l'épuisement des ressources naturelles et énergétiques, les prévisions convergent vers une aggravation de la situation, ce qui aurait un impact à court terme sur les régions du Sud, mais aussi sur le Nord à plus long terme.



Dans ce contexte, les membres de l'ORU Fogar ont décidé de se mobiliser pour tenter de lutter contre la faim, conjointement aux efforts des Etats et des organisations internationales. Cet engagement s'est traduit par l'organisation du premier Sommet des Régions du Monde sur la Sécurité Alimentaire qui s'est tenu à l'invitation de M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, avec le soutien de la FAO, du PNUD, du PAM, de la Commission européenne, de l'UEMOA, des Agences de développement française et espagnole, du Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes, du Ministère français de l'Agriculture, de la Generalitat de Catalogne et de la Région de Dakar.

Les objectifs de ce sommet étaient de promouvoir la voix des régions sur la scène internationale en tant qu'acteurs à part entière au service de la sécurité alimentaire, d'obtenir la reconnaissance des compétences territoriales dans ce domaine et de favoriser l'émergence d'une politique alimentaire mondiale impliquant tous les acteurs pour une action plus efficace.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, l'objectif était double : (i) accroître la disponibilité de la nourriture comme moyen de nourrir la population et de générer des revenus suffisants pour les acteurs du secteur agricole afin de promouvoir le développement rural ; (ii) veiller à ce que les populations les plus vulnérables aient un accès immédiat à la nourriture grâce à la mise en place de filets de sécurité et de mesures de protection sociale.

Plus de 800 personnes y ont participé, dont des représentants des gouvernements régionaux et locaux, des grands groupes régionaux, 38 représentants nationaux, des représentants d'organisations internationales, des associations de producteurs, des experts scientifiques, des banques et des ONGs.

L'ordre du jour du Sommet fut organisé autour de deux sessions plénières entre lesquelles six ateliers thématiques ont eu lieu pour montrer la pertinence du niveau régional dans la mise en œuvre d'actions spécifiques débouchant sur des plans d'action, des pistes d'amélioration et une méthodologie pour leur mise en œuvre. La première partie du Sommet fut consacrée à des conférences introductives sur la situation et la mobilisation générale sur la question alimentaire et à une table ronde sur l'importance du niveau décentralisé dans les stratégies d'éradication de la faim. La deuxième partie fut consacrée à la présentation par quatre représentants régionaux de leurs expériences respectives, des grandes lignes et des méthodes d'action dans leurs régions.

Le sommet s'est conclu par la signature de la **déclaration finale** par les membres de l'ORU Fogar, dans laquelle les conclusions suivantes ont été tirées :

- Que la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire doit inclure tous les niveaux d'acteurs afin de développer une stratégie intégrée plus cohérente et efficace pour la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté.
- S'engager à participer activement au Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) pour une mise en œuvre territoriale et intégrée des recommandations du CSA.
- Que les régions participent à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la gouvernance des programmes nationaux de sécurité alimentaire.
- Que la conclusion des négociations de l'OMC dans le cadre du Cycle de Doha tienne compte de la nécessité d'établir une protection contre les importations à bas prix qui concurrencent les secteurs locaux et menacent la sécurité alimentaire.

- Ils appellent les donateurs à faire en sorte que l'agriculture et l'alimentation retrouvent leur place dans l'APD, et les gouvernements à veiller à ce que le budget alloué à l'agriculture, à l'alimentation et à la nutrition soit à la hauteur de leur importance en termes de sécurité alimentaire.
- Ils demandent des mécanismes de financement pour encourager l'adoption de technologies et de pratiques agricoles durables.
- Ils interpellent les États à assumer leurs responsabilités en matière de production agricole et d'accès à la nourriture pour les plus vulnérables.
- Améliorer la disponibilité des aliments en impliquant les petits agriculteurs et en tenant compte des connaissances traditionnelles des régions en développement.
- Ils s'engagent à mettre en œuvre une politique de partenariats durables en vue d'atteindre les objectifs énoncés dans la déclaration et à promouvoir la coopération intercontinentale triangulaire pour enrichir les échanges et changer la dynamique du développement.
- Ils s'obligent à contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les zones où les régions ont une réelle valeur ajoutée à offrir, tant sur le plan économique qu'opérationnel.

Afin de répondre à ces propositions, les régions se sont engagées à créer un **groupe de régions Nord et Sud au premier semestre 2010** pour travailler en étroite collaboration avec l'ORU Fogar sur la coopération multirégionale, multi-pays et intercontinentale avec un cadre d'appui multi-partenaires (CE, FAO, PNUD, AECID, AFD, agences nationales de coopération, etc.) afin de lutter contre le risque de fragmentation de la coopération et d'assurer un plus grand impact sur la sécurité alimentaire.

II Sommet, Medellín, Antioquia, Colombie, 2012

Le deuxième Sommet des Régions du Monde sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires, qui s'est tenu à Medellin le 22 et 23 octobre 2012, a été organisé par l'ORU Fogar et son groupe de travail sur la souveraineté alimentaire, en collaboration avec le Département d'Antioquia. Deux ans après le premier sommet à Dakar et plus de quinze ans après l'engagement pris au Sommet Mondial de l'Alimentation de réduire à la moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015, peu de progrès ont été réalisés et la situation alimentaire mondiale reste critique. La demande alimentaire mondiale a atteint des sommets, mais le nombre de personnes sous-alimentées est resté à un milliard, touchant principalement les femmes et les enfants. La crise alimentaire, aggravée par la crise économique mondiale et la spéculation sur les matières premières, a menacé non seulement la santé des populations mais aussi la stabilité des territoires.



Dans ce contexte de crise alimentaire, les membres de l'ORU Fogar ont décidé de se mobiliser et d'organiser le deuxième Sommet des Régions du Monde sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire auquel **plus de 1400 acteurs ont participé** et où près de 30 pays étaient représentés.

Les objectifs identifiés et prioritaires auxquels les régions du monde ont aspiré lors du Sommet de Medellin sont les suivants: i) Montrer le rôle essentiel du niveau infra-étatique dans l'anticipation des crises et l'amélioration de la sécurité alimentaire à travers des plans et des mécanismes de développement territorial. ii) Exprimer leur engagement à travailler vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'Agenda Post-2015 sur la Sécurité Alimentaire. iii) Que l'ORU Fogar soit intégrée dans les organes de gouvernance et de décision sur la Sécurité Alimentaire au niveau national et mondial. iv) Que les spécificités territoriales soient prises en compte au niveau mondial, afin d'obtenir la reconnaissance et la protection de la diversité des terres et des cultures, des méthodes de production et de maintenir les connaissances territoriales. v) Rechercher l'association des autorités locales et régionales dès les premières étapes du développement des projets qui peuvent avoir un impact durable sur le territoire, sur ses ressources naturelles et sur la sécurité alimentaire de la population.

L'événement s'est concentré sur la recherche de solutions communes, innovantes et efficaces pour répondre aux problèmes persistants d'insécurité alimentaire et sur la démonstration de la valeur ajoutée apportée par les régions. Les trois axes thématiques sur lesquels s'est concentré le débat étaient **les systèmes de gouvernance, la propriété du sol et la chaîne alimentaire**.

Pour sa part, le maire de Medellín, Aníbal Gaviria Correa, a exposé les facteurs qui devraient influencer une bonne politique de sécurité alimentaire et a donné en exemple ce que sa région a réalisé, avec des programmes tels que **"Maná"** à Antioquia et **"Buen Comienzo"** à Medellín. *"Les clés que nous avons identifiées pour atteindre la sécurité alimentaire se concentrent dans la volonté politique, une conception intégrée des programmes et la somme des volontés du gouvernement et des acteurs de la société", a-t-il déclaré.*

Le Sommet s'est terminé avec l'élaboration de la **déclaration finale** dans laquelle les membres de l'ORU Fogar ont exprimé les engagements et propositions suivants :

- Ils font appel à une gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire qui intègre les régions et les gouvernements locaux afin de développer une stratégie à plusieurs niveaux pour la sécurité alimentaire.
- Ils s'engagent dans cette gouvernance par leur participation active au Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) afin de parvenir à une mise en œuvre territoriale et intégrée de ces recommandations.
- Ils s'engagent à créer, par le biais du Core Group de Souveraineté Alimentaire de l'ORU Fogar en synergie avec la FAO, un modèle régional d'organisation territoriale pour la Sécurité Alimentaire appelé "Système Alimentaire Territorial (S.A.T)". Ce système vise à affirmer l'autonomie des territoires en matière de Sécurité Alimentaire, à travers d'une relocalisation de la production, de la consommation et de la distribution, avec pour objectif de garantir un accès adéquat et de qualité à l'alimentation pour toute la population.
- Ils demandent aux Etats et aux Organisations Internationales de soutenir la création de ce S.A.T., avec des moyens, des compétences et des responsabilités.

III Sommet, Cuenca, Azuay, Équateur, 2018

Le troisième Sommet des Régions du Monde sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires qui s'est tenu à Cuenca, en Équateur, le 27 et 28 avril 2018, a été organisé par l'ORU Fogar, la préfecture d'Azuay et le Consortium des Gouvernements Autonomes Provinciaux de l'Équateur (CONGOPE). Dans la continuité des deux sommets précédents, qui ont mis en avant le rôle des acteurs d'échelle régionale et des systèmes alimentaires territoriaux, les gouvernements régionaux ont favorisé, lors de ce troisième sommet, un espace de réflexion, de débat et d'intervention autour des systèmes agroalimentaires actuels. L'événement s'est concentré sur **l'Objectif de Développement Durable 2 "Faim zéro"**, en comprenant et en reconnaissant que c'est dans les régions que la base de la sécurité alimentaire est établie et que, par conséquent, c'est en elles que les premières mesures doivent être prises.



Il s'agissait du plus grand Sommet Mondial des Régions sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires jamais organisé, car il ne s'agissait pas d'un événement à participation limitée, mais d'un appel ouvert à tous les acteurs impliqués dans le développement. Le sommet a réuni plus de **2500 participants**, dont des gouverneurs, des maires, des préfets, des ONGs, des présidents régionaux de 37 pays et 8 présidents, tels que José Luis Rodríguez Zapatero (Espagne) et Felipe Calderón (Mexique).

Pendant deux jours, les représentants des gouvernements régionaux des Amériques, d'Europe et d'Afrique ont débattu, dans le cadre de tables de travail, de forums et de conférences, des politiques visant à améliorer la production alimentaire, à fournir de meilleurs moyens de subsistance aux producteurs agricoles et à garantir l'accès à une alimentation de qualité pour l'ensemble de la population mondiale. Le président de l'Équateur, Lenin Moreno, a appelé à **la reconnaissance de la sphère rurale et du rôle des paysans**. Alors que Felipe Calderón a fait appel à une **révolution verte** qui respecte les écosystèmes. Ils n'ont pas non plus laissé de côté les problèmes actuels, à savoir que, paradoxalement, à la faim et à la malnutrition s'ajoutent le gaspillage alimentaire et l'obésité.

Après des journées intenses de réflexion, de dialogue et d'échange d'enseignements sur les systèmes agroalimentaires et le rôle des gouvernements intermédiaires dans la réalisation de l'objectif de développement durable "Faim zéro", le sommet s'est conclu par l'approbation de la **"Charte de Cuenca"**. Une déclaration contenant 21 propositions visant à éliminer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la production alimentaire et à promouvoir l'agriculture durable. La "Charte de Cuenca" n'a pas seulement été diffusée aux gouvernements régionaux présents, mais a aussi été envoyée à son tour à tous les chefs de gouvernement du monde entier, ainsi qu'aux Nations Unies.

UN REGARD VERS L'AVENIR

Malgré la volonté et les efforts déployés lors des trois précédents Sommets Mondiaux des Régions, ainsi que certains progrès réalisés ces dernières années, la sécurité et la souveraineté alimentaires restent des droits non réalisés pour des millions d'êtres humains dans le monde. Aujourd'hui encore, et de manière accentuée par la pandémie de la COVID-19, des millions de personnes vivent dans une insécurité alimentaire aiguë sans pouvoir faire face aux aspects sanitaires ou socio-économiques qui en découlent. Sur la base des tendances actuelles, **d'ici 2030, plus de la moitié des personnes souffrant de faim chronique dans le monde se trouveront en Afrique.**

Afin d'éviter que la situation ne devienne un cercle vicieux, il est important que tous les acteurs de la scène internationale se mobilisent et se coordonnent autour d'un ensemble de priorités opérationnelles et stratégiques. C'est pourquoi l'ORU Fogar, à l'occasion de la convocation du Sommet sur les Systèmes Alimentaires par le Secrétaire général des Nations Unies, a organisé le **IVe Sommet des Régions du Monde sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires** pour 2022. L'objectif de ce sommet est de traduire les décisions et les politiques adoptées lors du Sommet sur les Systèmes Alimentaires 2021 en actions régionales et locales. L'événement vise à montrer l'engagement des régions à concevoir et à prendre des mesures collectives consistant en des interventions tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, dans l'environnement alimentaire et dans l'économie politique qui compose les politiques de commerce, de dépenses publiques et d'investissement.

Le sommet ne se contentera pas de lancer un appel à l'action aux gouverneurs territoriaux, locaux et régionaux, mais incitera également les gouvernements nationaux à intégrer la nutrition dans leurs approches agricoles, à s'efforcer de réduire les facteurs de coût dans la production, le stockage, le transport, la distribution et la commercialisation des denrées alimentaires, à aider les petits producteurs locaux à cultiver et à vendre des aliments plus nutritifs et à garantir leur accès aux marchés, à donner la priorité à la nutrition infantile en tant que catégorie présentant les plus grands besoins, à encourager les changements de comportement par l'éducation et la formation et à intégrer la nutrition dans les systèmes de protection sociale et les stratégies d'investissement au niveau national.

On s'attend à ce que ce soit un sommet massif, dépassant la participation du précédent, avec la participation de différentes organisations et associations sociales, des présidents régionaux et nationaux, ainsi que de la société civile. Un sommet qui favorisera l'échange conceptuel et pratique de politiques publiques d'apprentissage et de développement autour d'initiatives régionales en faveur de la souveraineté et de la sécurité alimentaires, en établissant des alliances avec des acteurs de la scène internationale.

